



**CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE**

**Établissement public national à caractère administratif**

*(Établi à Paris, France)*

**Programme d'Émissions de Dette**

**de 130.000.000.000 euros**

**Ce document est publié en deux versions, française et anglaise, faisant également foi**

Ce premier supplément (le « **Supplément** ») qui a obtenu le numéro d'approbation 22-419 le 20 octobre 2022 par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») complète et doit être lu conjointement avec le prospectus de base en date du 18 juillet 2022 qui a obtenu le numéro d'approbation 22-314 le 18 juillet 2022 par l'AMF (le « **Prospectus de Base** »), préparé par la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (« **CADES** » ou l'« **Émetteur** ») et relatif à son Programme d'Émissions de Dette de 130.000.000.000 d'euros (le « **Programme** »). Les termes définis dans le Prospectus de Base ont la même signification dans le présent Supplément.

Le Prospectus de Base tel que complété constitue un prospectus de base conformément à l'article 8 du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil européen du 14 juin 2017, tel qu'il peut être modifié ponctuellement (le « **Règlement Prospectus** »). Le présent Supplément a été préparé conformément à l'article 23 du Règlement Prospectus. L'approbation du présent Supplément a été demandée à l'AMF en sa qualité d'autorité compétente au titre du Règlement Prospectus.

Le présent Supplément a été préparé dans le but (i) d'incorporer par référence les comptes semestriels non audités<sup>1</sup> de l'Émetteur au 30 juin 2022 et pour la période se terminant à cette date et (ii) de mettre à jour les sections « *Description de l'Émetteur* » et « *Informations Générales* ».

A l'exception de ce qui est indiqué dans le présent Supplément, il n'y a pas eu d'autre fait nouveau significatif, d'erreur ou d'inexactitude substantielle concernant les informations contenues dans le Prospectus de Base (y compris les informations incorporées par référence) qui soit significatif dans le cadre du Programme depuis la publication du Prospectus de Base et qui est susceptible d'influencer l'évaluation des Titres. En cas d'incohérence entre (a) toute déclaration du présent Supplément et (b) toute autre déclaration du Prospectus de Base, les déclarations du présent Supplément prévaudront.

Des copies du Prospectus de Base et du présent Supplément seront disponibles, pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux, tous les jours de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et des jours fériés), pour consultation par les Porteurs de Titres aux bureaux désignés de l'Agent Financier et seront disponibles sans frais (i) sur le site internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et (ii) sur le site internet de l'Émetteur (<https://www.cades.fr/index.php/en/financial-information/reference-documents>).

Dans la mesure où cela est applicable et conformément à l'article 23.2 du Règlement Prospectus, les investisseurs qui ont déjà accepté d'acheter ou de souscrire des Titres à émettre dans le cadre du Programme avant la publication du présent Supplément, ont le droit, dans les trois jours ouvrables suivant la publication du présent Supplément, de retirer leur acceptation, à condition que le fait nouveau significatif, l'erreur ou l'inexactitude substantielle mentionné dans le présent Supplément soit survenu ou ait été constaté avant la clôture de la période d'offre ou la livraison des Titres, selon ce qui se produit en premier. Cette période peut être prolongée par l'Émetteur. Ce droit de retrait expire à la fermeture des bureaux le 26 octobre 2022. Les investisseurs peuvent contacter les Intermédiaires Financiers Autorisés s'ils souhaitent exercer le droit de retrait.

---

<sup>1</sup> Les comptes semestriels non audités de l'Émetteur ont fait l'objet d'un examen limité par Grant Thornton.

## CONTENUS

MODIFICATION DE LA SECTION DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE.....	2
MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR.....	8
MODIFICATION DE LA SECTION INFORMATIONS GENERALES.....	9
PERSONNES RESPONSABLES DU SUPPLEMENT .....	10

## **MODIFICATION DE LA SECTION DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE**

La section « **Documents Incorporés par Référence** » en pages 37 à 41 de la version française du Prospectus de Base, est supprimée et remplacée comme suit :

« Le Prospectus de Base devra être lu et interprété conjointement avec les sections figurant dans la table de concordance ci-dessous des documents suivants et, le cas échéant, les Modalités des Programmes EMTN Antérieurs (telles que définies ci-dessous), qui ont été préalablement publiés ou publiés simultanément avec le Prospectus de Base, et qui ont été déposés auprès de l’Autorité des marchés financiers (l’« **AMF** »), et sont incorporés dans le présent Prospectus de Base et en font partie intégrante.

- (i) les sections mentionnées dans le tableau ci-dessous des comptes semestriels 2022 en langue française, pour le semestre clos le 30 juin 2022 et le rapport correspondant, qui est daté du 7 octobre 2022 (les « **Comptes Semestriels 2022** »)  
([https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/comptes\\_sem2022\\_vf.pdf](https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/comptes_sem2022_vf.pdf));
- (ii) les comptes annuels audités 2021 en langue française, comprenant ses comptes annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et le rapport d'audit correspondant, qui est daté du 1er avril 2022 (les « **Comptes Annuels Audités 2021** »)  
([https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/Comptes\\_31dec2021\\_VF.pdf](https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/Comptes_31dec2021_VF.pdf));
- (iii) les comptes annuels audités 2020 en langue française, comprenant ses comptes annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et le rapport d'audit correspondant, qui est daté du 25 mars 2021 (les « **Comptes Annuels Audités 2020** »)  
([https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/Comptes\\_31dec2020\\_VF.pdf](https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/Comptes_31dec2020_VF.pdf));
- (iv) les modalités des titres dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 3 juin 2013 qui a reçu le visa de l’AMF n° 13-257 le 3 juin 2013 (les « **Modalités du Programme EMTN 2013** »)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES\\_DIP\\_Base\\_Prospectus\\_2013.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES_DIP_Base_Prospectus_2013.pdf)) ;
- (v) les modalités des titres dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 10 juin 2014 qui a reçu le visa de l’AMF n° 14-283 le 10 juin 2014 (les « **Modalités du Programme EMTN 2014** »)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp\\_base\\_DIP\\_2014.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2014.pdf)) ;
- (vi) les modalités des titres dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 8 juin 2015 qui a reçu le visa n° 15-259 de l’AMF le 8 juin 2015 (les « **Modalités du Programme EMTN 2015** »)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp\\_base\\_DIP\\_2015.pdf.fr](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2015.pdf.fr)) ;
- (vii) les modalités des titres dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 1<sup>er</sup> juin 2016 qui a reçu le visa de l’AMF n° 16-221 le 1<sup>er</sup> juin 2016 (les « **Modalités du Programme EMTN 2016** »)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp\\_base\\_DIP\\_2016.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2016.pdf)) ;
- (viii) les modalités des titres dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 8 septembre 2017 qui a reçu le visa n° 17-465 de l’AMF le 8 septembre 2017 (les « **Modalités du Programme EMTN 2017** »)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp\\_Base\\_DIP\\_2017.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2017.pdf)) ;
- (ix) les modalités des titres dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 31 mai 2018 qui a reçu le visa de l’AMF n° 18-216 le 31 mai 2018 (les « **Modalités du Programme EMTN 2018** »)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp\\_base\\_DIP\\_2018.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2018.pdf)) ;
- (x) les modalités des titres dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 19 juin 2019 qui a reçu le visa n° 19-276 de l’AMF le 19 juin 2019 (les « **Modalités du Programme EMTN 2019** »)

([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp\\_base\\_DIP\\_2019.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2019.pdf)) ;

(xi) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 19 août 2020 qui a reçu le numéro d'approbation 20-414 de l'AMF le 19 août 2020 (les « **Modalités du Programme EMTN 2020** »)

([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp\\_Base\\_DIP\\_2020.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2020.pdf)) ; et

(xii) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 6 septembre 2021 qui a reçu le numéro d'approbation 21-381 de l'AMF le 6 septembre 2021 (les « **Modalités du Programme EMTN 2021** ») ([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp\\_Base\\_DIP\\_2021.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2021.pdf)) et, avec les Modalités du Programme EMTN 2020, les Modalités du Programme EMTN 2019, les Modalités du Programme EMTN 2018, les Modalités du Programme EMTN 2017, les Modalités du Programme EMTN 2016, les Modalités du Programme EMTN 2015, les Modalités du Programme EMTN 2014 et les Modalités du Programme EMTN 2013, les « **Modalités des Programmes EMTN Antérieurs** ».

Les sections mentionnées dans le tableau ci-dessous sont réputées être incorporées dans le Prospectus de Base et en faire partie et devront être modifiées ou remplacées pour les besoins du Prospectus de Base si une mention contenue dans le présent document modifie ou remplace cette déclaration antérieure (que ce soit expressément, implicitement ou autrement). Toute mention ainsi modifiée ou remplacée ne sera pas réputée faire partie du Prospectus de Base.

Aussi longtemps que des Titres sont ou seront en circulation, le Prospectus de Base, tout supplément au Prospectus de Base et tous les documents incorporés par référence au Prospectus de Base seront disponibles sans frais (i) sur le site internet de l'Émetteur (<https://www.cades.fr>) et (ii) au bureau désigné des Agents Payeurs indiqués à la fin du Prospectus de Base, pendant les heures de bureau normales. Le Prospectus de Base et tout supplément à celui-ci seront également disponibles sur le site internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

Pour les besoins du Règlement Prospectus, les informations incorporées par référence dans le Prospectus de Base sont indiquées dans la table de concordance ci-dessous. Pour éviter toute ambiguïté, les informations dont la divulgation est demandée par l'Émetteur en raison de l'annexe 6 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le Règlement Prospectus, tel que modifié (le « **Règlement Délégué de la Commission** ») sont mentionnées dans les tableaux de renvoi ci-dessous. Par ailleurs, « N/A » dans le tableau de renvoi ci-dessous signifie que l'information n'est pas pertinente aux fins de l'annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission.

Toute information ne figurant pas dans la table de concordance ci-dessous mais incluse dans les documents énumérés ci-dessus est donnée à titre d'information uniquement.

A moins qu'elles ne soient explicitement incorporées par référence dans le Prospectus de Base conformément à la liste ci-dessus, les informations contenues sur le site internet de l'Émetteur ne sont pas considérées comme incorporées par référence dans le présent document et ne sont données qu'à titre d'information. Elles ne font donc pas partie du Prospectus de Base et n'ont pas été contrôlées ou approuvées par l'AMF.

### Table de Concordance

Annexe 6 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission	Comptes Semestriels 2022	Comptes Annuels Audités 2021	Comptes Annuels Audités 2020
<b>FINANCIAL INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S ASSETS AND LIABILITIES, FINANCIAL POSITION, AND PROFITS AND LOSSES</b>			
11.1 <u>Informations financières historiques</u>			
11.1.1 Fournir des informations financières historiques pour les deux derniers exercices (ou pour toute période plus courte durant laquelle l'Émetteur a été en activité) et le rapport d'audit établi pour chacun de ces exercices.	Les trois premières pages avant la page 1 et pages 1 à 39	Les six premières pages avant la page 1 et pages 1 à 40	Pages 1 à 45
11.1.2 <b>Changement de date de référence comptable</b> Si l'Émetteur a modifié sa date de référence comptable durant la période pour laquelle des informations financières historiques sont exigées, les informations financières historiques auditées couvrent une période de 24 mois au moins, ou toute la période d'activité de l'Émetteur si celle-ci est plus courte.	N/A	N/A	N/A
11.1.3 <b>Normes comptables</b> Les informations financières doivent être établies conformément aux normes internationales d'information financière, telles qu'adoptées dans l'Union conformément au règlement (CE) no 1606/2002. Si le règlement (CE) no 1606/2002 n'est pas applicable, les états financiers doivent être établis en conformité avec :  (a) les normes comptables nationales d'un État membre pour les Émetteurs de l'EEE, ainsi que le prévoit la directive 2013/34/UE;  (b) les normes comptables nationales d'un pays tiers équivalentes au règlement (CE) no 1606/2002 pour les Émetteurs des pays tiers. Si les normes comptables nationales du pays tiers ne sont pas équivalentes au règlement (CE) no 1606/2002, les états financiers doivent être retraités conformément audit règlement.	Pages 6 à 12	Pages 7 à 12	Pages 13 à 18
11.1.4 <b>Changement de référentiel comptable</b> Les dernières informations financières historiques auditées, contenant des informations comparatives pour l'année précédente, doivent être établies et présentées sous une forme correspondant au référentiel	N/A	N/A	N/A

Annexe 6 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission	Comptes Semestriels 2022	Comptes Annuels Audités 2021	Comptes Annuels Audités 2020
<p>comptable qui sera retenu pour la prochaine publication des états financiers annuels de l'Émetteur.</p> <p>Les changements au sein du référentiel comptable existant de l'Émetteur ne nécessitent pas que les états financiers audités soient retraités. Toutefois, si l'Émetteur a l'intention d'adopter un nouveau référentiel comptable dans les prochains états financiers qu'il publiera, les états financiers du dernier exercice doivent être établis et audités conformément au nouveau cadre.</p>			
<p>11.1.5 Lorsque les informations financières auditées sont établies conformément à des normes comptables nationales, les informations financières exigées au titre de la présente rubrique doivent inclure au minimum :</p> <p>(a) le bilan ;</p> <p>(b) le compte de résultat ;</p> <p>(c) le tableau des flux de trésorerie ;</p> <p>(d) les méthodes comptables et les notes explicatives.</p>	<p>Page 1 ;</p> <p>Page 2 ;</p> <p>Page 3 ;</p> <p>Pages 6 à 12 et pages 13 à 39.</p>	<p>Page 1 ;</p> <p>Page 2 ;</p> <p>Page 3 ;</p> <p>Pages 7 à 12 et pages 13 à 40.</p>	<p>Page 7 ;</p> <p>Page 8 ;</p> <p>Page 9 ;</p> <p>Pages 13 à 18 et pages 19 à 45.</p>
<p>11.1.6 <b>États financiers consolidés</b></p> <p>Si l'Émetteur établit ses états financiers annuels aussi bien sur une base individuelle que sur une base consolidée, inclure au moins les états financiers annuels consolidés dans le document d'enregistrement.</p>	N/A	N/A	N/A
<p>11.1.7 <b>Date des dernières informations financières</b></p> <p>La date du bilan du dernier exercice pour lequel les états financiers ont été audités ne peut remonter à plus de 18 mois avant la date du document d'enregistrement.</p>	N/A	Page 1	Page 7
<p>11.2 <u>Informations financières intermédiaires et autres</u></p>			
<p>11.2.1 Si l'Émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers audités, celles-ci doivent être incluses dans le document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été examinées ou auditées, le rapport d'examen ou d'audit doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser.</p>	<p>Les trois premières pages avant la page 1</p>	N/A	N/A

Annexe 6 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission	Comptes Semestriels 2022	Comptes Annuels Audités 2021	Comptes Annuels Audités 2020
<p>S'il a été établi plus de neuf mois après la date des derniers états financiers audités, le document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non auditées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois de l'exercice.</p> <p>Les informations financières intermédiaires sont établies conformément aux exigences de la directive 2013/34/UE ou du règlement (CE) no 1606/2002, selon le cas.</p> <p>Pour les Émetteurs ne relevant ni de la directive 2013/34/UE ni du règlement (CE) no 1606/2002, les informations financières intermédiaires doivent comporter des états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent, l'exigence d'informations bilancielle comparatives pouvant cependant être satisfaite par la présentation du bilan de clôture.</p>			
11.3 <u>Audit des informations financières annuelles historiques</u>			
<p>11.3.1 Les informations financières annuelles historiques doivent faire l'objet d'un audit indépendant. Le rapport d'audit doit être élaboré conformément à la directive 2014/56/UE et au règlement (UE) no 537/2014.</p> <p>Lorsque la directive 2014/56/UE et le règlement (UE) no 537/2014 ne s'appliquent pas :</p> <p>(a) les informations financières historiques doivent être auditées ou faire l'objet d'une mention indiquant si, aux fins du document d'enregistrement, elles donnent une image fidèle, conformément aux normes d'audit applicables dans un État membre ou à une norme équivalente.</p> <p>(b) Si les rapports d'audit sur les informations financières historiques contiennent des réserves, des modifications d'avis, des limitations de responsabilité ou des observations, ces réserves, modifications, limitations ou observations doivent être intégralement reproduites et assorties d'une explication.</p>	N/A	Les six premières pages avant la page 1	Pages 1 à 6
11.3.2 Indiquer quelles autres informations contenues dans le document d'enregistrement ont été auditées par les contrôleurs légaux.	N/A	N/A	N/A

<b>Annexe 6 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission</b>	<b>Comptes Semestriels 2022</b>	<b>Comptes Annuels Audités 2021</b>	<b>Comptes Annuels Audités 2020</b>
11.3.3 Lorsque des informations financières figurant dans le document d'enregistrement ne sont pas tirées des états financiers audités de l'Émetteur, indiquer la source des données et préciser que celles-ci n'ont pas été auditées.	N/A	N/A	N/A
11.4 <u>Procédures judiciaires et d'arbitrage</u>			
11.4.1 Indiquer, pour une période couvrant au moins les douze derniers mois, toute procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage (y compris les procédures en cours ou menaces de procédure dont l'Émetteur a connaissance) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'Émetteur et/ou du groupe, ou fournir une déclaration négative appropriée.	N/A	N/A	N/A
11.5 <u>Changement significatif de la situation financière de l'Émetteur</u>			
11.5.1 Décrire tout changement significatif de la situation financière du groupe survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers audités ou des informations financières intermédiaires ont été publiés, ou fournir une déclaration appropriée indiquant l'absence de tels changements.	N/A	N/A	N/A

Les Modalités des Programmes EMTN Antérieurs sont incorporées par référence dans le Prospectus de Base pour les seuls besoins d'émissions futures de titres devant être assimilées et constituant une souche unique avec les Titres déjà émis aux termes des Modalités des Programmes EMTN Antérieurs concernés.

Le tableau qui suit présente les pages correspondantes des modalités contenues dans les prospectus de base relatifs au Programme.

<u>Modalités incorporées par référence</u>	<u>Page</u>
Prospectus de Base en date du 6 septembre 2021 (version française)	Pages 38 à 93
Prospectus de Base en date du 19 août 2020	Pages 24 à 67
Prospectus de Base en date du 19 juin 2019	Pages 51 à 94
Prospectus de Base en date du 31 mai 2018	Pages 47 à 84
Prospectus de Base en date du 8 septembre 2017	Pages 41 à 79
Prospectus de Base en date du 1 <sup>er</sup> juin 2016	Pages 38 à 75
Prospectus de Base en date du 8 juin 2015	Pages 37 à 74
Prospectus de Base en date du 10 juin 2014	Pages 40 à 75
Prospectus de Base en date du 3 juin 2013	Pages 43 à 80

## MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR

La section « **Description de l'Émetteur** » en pages 106 à 121 de la version française du Prospectus de Base fait l'objet des modifications suivantes :

- Le dernier paragraphe de la sous-section intitulée « **Audit des opérations de fonctionnement de la CADES** » à la page 119 de la version française du Prospectus de Base est supprimé dans son intégralité et remplacé par le paragraphe suivant :

« En parallèle de ce contrôle interne, un cabinet d'audit établit et présente deux fois par an au Conseil d'Administration un rapport dans lequel il exprime son opinion sur les états financiers. Grant Thornton, nommé le 13 juillet 2022 pour un mandat de 6 ans, agit en qualité de commissaire aux comptes de la CADES. »

- Le paragraphe « **Evènements Récents** » à la page 121 de la version française du Prospectus de Base est supprimé dans son intégralité et remplacé par le paragraphe suivant :

« Depuis le 1er janvier 2022, la CADES a émis les instruments obligataires suivants :

- Le 19 janvier 2022, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance 19 janvier 2032 pour un montant de 6 milliards EUR ;
- Le 26 janvier 2022, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance le 26 janvier 2032 pour un montant de 3 milliards USD ;
- Le 2 février 2022, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance 2 février 2032 pour un montant de 5 milliards SEK ;
- Le 16 février 2022, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance 25 novembre 2029 pour un montant de 2 milliards EUR ;
- Le 3 mai 2022, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance 25 mai 2032 pour un montant de 5 milliards EUR ;
- Le 17 mai 2022, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance 17 mai 2025 pour un montant de 3,5 milliards EUR ;
- Le 11 juillet 2022, la CADES a réalisé un abondement sur une émission obligataire existante portant intérêt au taux de 0,6 % l'an et venant à échéance le 25 novembre 2029 pour un montant de 1,5 milliard EUR ;
- Le 31 août 2022, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance 25 novembre 2027 pour un montant de 3 milliards EUR ;
- Le 26 septembre 2022, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance 26 septembre 2025 pour un montant de 1 milliard CNY ; et
- Le 27 septembre 2022, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance 25 novembre 2032 pour un montant de 5 milliards EUR. »

## MODIFICATION DE LA SECTION INFORMATIONS GENERALES

La section « **Informations Générales** » aux pages 187 à 190 de la version française du Prospectus de Base fait l'objet des modifications suivantes :

- Le paragraphe 4 intitulé « **Tendances et absence de changement significatif** » à la page 187 de la version française du Prospectus de Base est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

### « 4. Tendances et absence de changement significatif

La situation financière ou la performance financière de l'Émetteur n'a pas connu de changement significatif depuis le 30 juin 2022 et les perspectives de l'Émetteur n'ont pas subi de changement significatif défavorable depuis le 31 décembre 2021. »

- Le paragraphe 12 intitulé « **Commissaires aux comptes** » à la page 189 de la version française du Prospectus de Base est supprimé dans son intégralité et remplacé par le paragraphe suivant :

### « 12. Commissaires aux comptes

L'agent comptable de l'Émetteur est responsable de la préparation de ses comptes et états financiers. Ceux-ci sont également approuvés par le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique et le Ministre de la Santé et de la Prévention et sont régulièrement contrôlés par la Cour des Comptes qui a autorité pour accepter ou rejeter les comptes présentés.

KPMG Audit, Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense, France, et KPMG S.A., Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta, CS 60055, 92066 Paris La Défense Cedex, France, ont respectivement audité et rendu un rapport sur les Comptes Annuels Audités 2020 et les Comptes Annuels Audités 2021. KPMG S.A. a été nommée en qualité de commissaire aux comptes titulaire en août 2016 pour un mandat de 6 ans. Grant Thornton, 29 rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine, France, a effectué une revue limitée et rendu un rapport sur les Comptes Semestriels 2022. Grant Thornton est nommé en qualité de commissaire aux comptes titulaire le 13 juillet 2022 pour un mandat de 6 ans. KPMG Audit, KPMG S.A. et Grant Thornton sont membres de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles. »

- Un paragraphe 19 intitulé « **Les Comptes Semestriels 2022** » est ajouté à la page 190 de la version française du Prospectus de Base comme suit :

### « 19. Les Comptes Semestriels 2022

Le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes semestriels au 30 juin 2022 contient une réserve énoncée à la troisième page qui précède la page 1 des Comptes Semestriels 2022. »

## PERSONNES RESPONSABLES DU SUPPLEMENT

### Personne assumant la responsabilité du présent Supplément

#### Au nom de l'Émetteur

En vertu des présentes, l'Émetteur déclare que les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Supplément sont à sa connaissance conformes aux faits et ne comportent aucune omission susceptible d'en altérer la portée.

#### Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale représentée par l'Agence France Trésor

139 rue de Bercy  
75012 Paris  
France

*Directrice générale adjointe*

Julika COURTADE-GROSS

#### Déclaration de la personne responsable des informations contenues dans le Supplément

Les Comptes Semestriels 2022 ont fait l'objet d'une revue limitée des commissaires aux comptes qui contient une réserve mentionnée ci-dessous :

« Les paragraphes 4.1 à 4.3 de l'annexe aux comptes semestriels précisent les modalités de comptabilisation de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et de la contribution sociale généralisée (CSG).

Les revenus de CRDS et les revenus de CSG comptabilisés sont issus des notifications envoyées à la CADES par l'ACOSS et la direction générale des finances publiques (DGFIP) qui sont les organismes collecteurs. Les compétences de la CADES en matière de recettes se limitent à une vérification comptable formelle des pièces produites par les organismes recouvreurs.

Compte-tenu du refus de certifier les comptes 2021 émis par la Cour des comptes en mai 2022 concernant l'activité de recouvrement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le montant des produits, des créances brutes et des dépréciations de ces créances comptabilisées au titre des revenus de CRDS et CSG au 30 juin 2022. »

A Paris, le 20 octobre 2022



Le présent Supplément au Prospectus de Base a été approuvé le 20 octobre 2022 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente en vertu du Règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF a approuvé le présent Supplément après avoir vérifié que les informations figurant dans le Prospectus de Base sont complètes, cohérentes et compréhensibles au sens du Règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne constitue pas un avis favorable sur l'Émetteur décrit dans le présent Supplément.

Ce Supplément au Prospectus de Base a obtenu le numéro d'approbation suivant : 22-419.



**CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE**

**An administrative public agency (*établissement public national à caractère administratif*)**

*(Established in Paris, France)*

**EURO 130,000,000,000**

**Debt Issuance Programme**

**This document is published in French and English versions, both of which are valid**

This first supplement (the "**Supplement**") which has obtained approval number 22-419 on 20 October 2022 from the *Autorité des marchés financiers* (the "**AMF**") is supplemental to and must be read in conjunction with the base prospectus dated 18 July 2022 which has been granted approval number 22-314 on 18 July 2022 by the AMF (the "**Base Prospectus**"), prepared by the *Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale* ("**CADES**" or the "**Issuer**") with respect to its Euro 130,000,000,000 Debt Issuance Programme (the "**Programme**"). Terms defined in the Base Prospectus have the same meaning when used in this Supplement.

The Base Prospectus as supplemented constitutes a base prospectus for the purposes of Article 8 of Regulation (EU) 2017/1129 of the European Parliament and of the European Council of 14 June 2017, as may be amended from time to time (the "**Prospectus Regulation**"). This Supplement has been prepared in accordance with Article 23 of the Prospectus Regulation. Application has been made for approval of this Supplement to the AMF in its capacity as competent authority under the Prospectus Regulation.

This Supplement has been produced for the purposes of (i) incorporating by reference the unaudited<sup>2</sup> semi-annual financial statements of the Issuer as at and for the period ended 30 June 2022 and (ii) updating the sections "*Description of the Issuer*" and "*General Information*".

Save as disclosed in this Supplement, there has been no other significant new factor, material mistake or material inaccuracy relating to information included in the Base Prospectus (including information incorporated by reference) which is material in the context of the Programme since the publication of the Base Prospectus and which may affect the assessment of the Notes. To the extent that there is any inconsistency between (a) any statement in this Supplement and (b) any other statement in the Base Prospectus, the statements in this Supplement shall prevail.

Copies of the Base Prospectus and this Supplement will be available, during usual business hours on any weekday (Saturdays, Sundays and public holidays excepted), for inspection by Noteholders at the specified offices of the Fiscal Agent and will be available without charge (i) on the website of the AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) and (ii) on the website of the Issuer (<https://www.cades.fr/index.php/en/financial-information/reference-documents>).

To the extent applicable and in accordance with Article 23.2 of the Prospectus Regulation, investors who have already agreed to purchase or subscribe for Notes to be issued under the Programme before this Supplement is published shall have the right, exercisable within three working days after the publication of this Supplement, to withdraw their acceptances, provided that the significant new factor, material mistake or material inaccuracy referred to in this Supplement arose or was noted before the closing of the offer period or the delivery of the Notes, whichever occurs first. That period may be extended by the Issuer. This right to withdrawal shall expire by close of business on 26 October 2022. Investors may contact the Authorised Offerors should they wish to exercise the right to withdrawal.

---

<sup>2</sup> The unaudited semi-annual financial statements of the Issuer have been subject to a limited review by Grant Thornton.

## CONTENTS

MODIFICATION OF THE DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE SECTION .....	2
MODIFICATION TO THE DESCRIPTION OF THE ISSUER SECTION .....	8
MODIFICATION TO THE GENERAL INFORMATION SECTION .....	9
PERSONS RESPONSIBLE FOR THE SUPPLEMENT .....	10

## **MODIFICATIONS OF THE DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE SECTION**

The section “**Documents Incorporated by Reference**” on pages 33 to 38 of the English version of the Base Prospectus is deleted in its entirety and replaced by the following:

“The Base Prospectus should be read and construed in conjunction with the sections set out in the cross-reference table below of the following documents and, if applicable, the Previous EMTN Conditions (as defined below) which have been previously published or are published simultaneously with the Base Prospectus and that have been filed with the *Autorité des marchés financiers* (the “**AMF**”), and shall be incorporated in, and form part of, the Base Prospectus.

- (xiii) the sections referred to in the table below included in the English translation of the accounts for the six-month period ended 30 June 2022 and of related report, which is dated 7 October 2022 (the “**2022 Half Year Financial Statements**”)  
([https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/comptes\\_sem2022\\_va.pdf](https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/comptes_sem2022_va.pdf));
- (xiv) the 2021 Audited Annual Financial Statements, incorporating its audited financial statements for the year ended 31 December 2021 in the English language and English translation of the related audit report, which is dated 1 April 2022 (the “**2021 Audited Annual Financial Statements**”)  
([https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/Comptes\\_31dec2021\\_VA.pdf](https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/Comptes_31dec2021_VA.pdf));
- (xv) the 2020 Audited Annual Financial Statements, incorporating its audited financial statements for the year ended 31 December 2020 in the English language and English translation of the related audit report, which is dated 25 March 2021 (the “**2020 Audited Annual Financial Statements**”)  
([https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/Comptes\\_31dec2020\\_VA.pdf](https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/Comptes_31dec2020_VA.pdf));
- (xvi) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 3 June 2013 which received visa n°13-257 on 3 June 2013 (the “**2013 EMTN Conditions**”)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES\\_DIP\\_Base\\_Prospectus\\_2013.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES_DIP_Base_Prospectus_2013.pdf));
- (xvii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 10 June 2014 which received visa n°14-283 from the AMF on 10 June 2014 (the “**2014 EMTN Conditions**”)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp\\_base\\_DIP\\_2014.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2014.pdf));
- (xviii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 8 June 2015 which received visa n°15-259 from the AMF on 8 June 2015 (the “**2015 EMTN Conditions**”)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp\\_base\\_DIP\\_2015.pdf.fr](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2015.pdf.fr));
- (xix) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 1 June 2016 which received visa n°16-221 from the AMF on 1 June 2016 (the “**2016 EMTN Conditions**”)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp\\_base\\_DIP\\_2016.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2016.pdf));
- (xx) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 8 September 2017 which received visa n°17-465 from the AMF on 8 September 2017 (the “**2017 EMTN Conditions**”)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp\\_Base\\_DIP\\_2017.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2017.pdf));
- (xxi) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 31 May 2018 which received visa n°18-216 from the AMF on 31 May 2018 (the “**2018 EMTN Conditions**”)  
([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp\\_base\\_DIP\\_2018.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2018.pdf));

- (xxii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 19 June 2019 which received visa n°19-276 from the AMF on 19 June 2019 (the “**2019 EMTN Conditions**”) ([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp\\_base\\_DIP\\_2019.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2019.pdf));
- (xxiii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 19 August 2020 which received approval n°20-414 from the AMF on 19 August 2020 (the “**2020 EMTN Conditions**”) ([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp\\_Base\\_DIP\\_2020.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2020.pdf)); and
- (xxiv) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 6 September 2021 which received approval n°21-381 from the AMF on 6 September 2021 (the “**2021 EMTN Conditions**”) ([https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp\\_Base\\_DIP\\_2021.pdf](https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2021.pdf)) and together with the 2020 EMTN Conditions, 2019 EMTN Conditions, 2018 EMTN Conditions, 2017 EMTN Conditions, the 2016 EMTN Conditions, the 2015 EMTN Conditions, the 2014 EMTN Conditions and the 2013 EMTN Conditions, the “**Previous EMTN Conditions**”).

The sections referred to in the table below shall be deemed to be incorporated in, and form part of the Base Prospectus and shall be modified or superseded for the purpose of the Base Prospectus to the extent that any statement contained herein modifies or supersedes such earlier statement (whether expressly, by implication or otherwise). Any statement so modified or superseded shall not be deemed to constitute a part of the Base Prospectus.

For as long as any Notes are outstanding, the Base Prospectus, any supplement to the Base Prospectus and all documents incorporated by reference in the Base Prospectus will be available, free of charge, (i) on the website of the Issuer (<https://www.cades.fr/>) and (ii) at the specified office of the Paying Agents set out at the end of the Base Prospectus during normal business hours. The Base Prospectus and any supplement to the Base Prospectus will also be available on the website of the AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

For the purposes of the Prospectus Regulation, the information incorporated by reference in the Base Prospectus is set out in the cross-reference table below. For the avoidance of doubt, the information requested to be disclosed by the Issuer as a result of annex 6 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980 of 14 March 2019 supplementing the Prospectus Regulation, as amended (the “**Commission Delegated Regulation**”) is referred to in the cross-reference tables below. Furthermore, “N/A” in the cross-reference table below means that the information is not relevant for the purposes of Annex 6 of the Commission Delegated Regulation.

Any information not listed in the following cross-reference table below but included in the documents listed above is given for information purposes only.

Unless otherwise explicitly incorporated by reference into the Base Prospectus in accordance with the list above, the information contained on the website of the Issuer shall not be deemed incorporated by reference herein and is for information purposes only. Therefore, it does not form part of the Base Prospectus and has not been scrutinised or approved by the AMF.

**Cross-reference table**

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2022 Half Year Financial Statements	2021 Audited Annual Financial Statements	2020 Audited Annual Financial Statements
<b>FINANCIAL INFORMATION CONCERNING THE ISSUER’S ASSETS AND LIABILITIES, FINANCIAL POSITION, AND PROFITS AND LOSSES</b>			
11.1 <u>Historical financial information</u>			
11.1.1 Audited historical financial information covering the latest two financial years (or such shorter period as the Issuer has been in operation) and the audit report in respect of each year.	The first two pages before page 1 and pages 1 to 39	The first 6 pages before page 1 and pages 1 to 40	Pages 1 to 45
11.1.2 <b>Change of accounting reference date</b> If the Issuer has changed its accounting reference date during the period for which historical financial information is required, the audited historical financial information shall cover at least 24 months, or the entire period for which the Issuer has been in operation, whichever is shorter.	N/A	N/A	N/A
11.1.3 <b>Accounting Standards</b> The financial information must be prepared according to International Financial Reporting Standards as endorsed in the Union based on Regulation (EC) No 1606/2002. If Regulation (EC) No 1606/2002 is not applicable the financial information must be prepared in accordance with either:  (a) a Member State’s national accounting standards for Issuers from the EEA, as required by the Directive 2013/34/EU  (b) a third country’s national accounting standards equivalent to Regulation (EC) No 1606/2002 for third country Issuers. If such third country’s national accounting standards are not equivalent to Regulation (EC) No 1606/2002, the financial statements shall be restated in compliance with that Regulation.	Pages 6 to 12	Pages 7 to 12	Pages 13 to 18
11.1.4 <b>Change of accounting framework</b> The last audited historical financial information, containing comparative information for the previous year, must be presented and prepared in a form consistent with the accounting standards framework that will be adopted in the Issuer’s next publisher annual financial statements.  Changes within the Issuer’s existing accounting framework do not require the audited financial statements to be restated. However, if the Issuer	N/A	N/A	N/A

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2022 Half Year Financial Statements	2021 Audited Annual Financial Statements	2020 Audited Annual Financial Statements
intends to adopt a new accounting standards framework in its next published financial statements, the latest year of financial statements must be prepared and audited in line with the new framework.			
<p>11.1.5 Where the audited financial information is prepared according to national accounting standards, the financial information required under this heading must include at least the following:</p> <p>(a) the balance sheet;</p> <p>(b) the income statement;</p> <p>(c) the cash flow statement;</p> <p>(d) the accounting policies and explanatory notes.</p>	<p>Page 1;</p> <p>Page 2;</p> <p>Page 3;</p> <p>Pages 6 to 12 and pages 13 to 39.</p>	<p>Page 1;</p> <p>Page 2;</p> <p>Page 3;</p> <p>Pages 7 to 12 and pages 13 to 40.</p>	<p>Page 7;</p> <p>Page 8;</p> <p>Page 9;</p> <p>Pages 13 to 18 and pages 19 to 45.</p>
<p>11.1.6 <b>Consolidated financial statements</b></p> <p>If the Issuer prepares both stand-alone and consolidated financial statements, include at least the consolidated financial statements in the registration document.</p>	N/A	N/A	N/A
<p>11.1.7 <b>Age of financial information</b></p> <p>The balance sheet date of the last year of audited financial information statements may not be older than 18 months from the date of the registration document.</p>	N/A	Page 1	Page 7
<p>11.2 <u>Interim and other financial information</u></p>			
<p>11.2.1 If the Issuer has published quarterly or half yearly financial information since the date of its last audited financial statements, these must be included in the registration document. If the quarterly or half yearly financial information has been reviewed or audited, the audit or review report must also be included. If the quarterly or half yearly financial information is not audited or has not been reviewed state that fact.</p>	The first two pages before page 1	N/A	N/A

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2022 Half Year Financial Statements	2021 Audited Annual Financial Statements	2020 Audited Annual Financial Statements
<p>If the registration document is dated more than nine months after the date of the last audited financial statements, it must contain interim financial information, which may be unaudited (in which case that fact must be stated) covering at least the first six months of the financial year.</p> <p>Interim financial information prepared in accordance with either the requirements of the Directive 2013/34/EU or Regulation (EC) No 1606/2002 as the case may be.</p> <p>For Issuers not subject to either Directive 2013/34/EU or Regulation (EC) No 1606/2002, the interim financial information must include comparative statements for the same period in the prior financial year, except that the requirement for comparative balance sheet information may be satisfied by presenting the year's end balance sheet.</p>			
11.3 <u>Auditing of historical annual financial information</u>			
<p>11.3.1 The historical annual financial information must be independently audited. The audit report shall be prepared in accordance with the Directive 2014/56/EU and Regulation (EU) No 537/2014.</p> <p>Where Directive 2014/56/EU and Regulation (EU) No 537/2014 do not apply:</p> <p>(a) the historical financial information must be audited or reported on as to whether or not, for the purposes of the registration document, it gives a true and fair view in accordance with auditing standards applicable in a Member State or an equivalent standard.</p> <p>(b) if audit reports on the historical financial information contain qualifications, modifications of opinion, disclaimers or an emphasis of matter, such qualifications, modifications, disclaimers or emphasis of matter must be reproduced in full and the reasons given.</p>	N/A	The first six pages before page 1	Pages 1 to 6
11.3.2 Indication of other information in the registration document which has been audited by the auditors.	N/A	N/A	N/A
11.3.3 Where financial information in the registration document is not extracted from the Issuer's audited financial statements state the source of the data and state that the data is not audited.	N/A	N/A	N/A
11.4 <u>Legal and arbitration proceedings</u>			

<b>Commission Delegated Regulation – Annex 6</b>	<b>2022 Half Year Financial Statements</b>	<b>2021 Audited Annual Financial Statements</b>	<b>2020 Audited Annual Financial Statements</b>
11.4.1 Information on any governmental, legal or arbitration proceedings (including any such proceedings which are pending or threatened of which the Issuer is aware), during a period covering at least the previous 12 months which may have, or have had in the recent past significant effects on the Issuer and/or group's financial position or profitability, or provide an appropriate negative statement.	N/A	N/A	N/A
11.5 <u>Significant change in the Issuer's financial position.</u>			
11.5.1 A description of any significant change in the financial position of the group which has occurred since the end of the last financial period for which either audited financial information or interim financial information have been published, or provide an appropriate negative statement.	N/A	N/A	N/A

The Previous EMTN Conditions are incorporated by reference in this Base Prospectus for the purpose only of further issues of notes to be assimilated (*assimilées*) and form a single series with Notes already issued under the relevant Previous EMTN Conditions.

The table below sets out the relevant page references for the terms and conditions contained in the base prospectuses relating to the Programme.

<b>Terms and Conditions Incorporated by Reference</b>	<b>Page reference</b>
Base Prospectus dated 6 September 2021 (English version)	Pages 33 to 83
Base Prospectus dated 19 August 2020	Pages 24 to 67
Base Prospectus dated 19 June 2019	Pages 51 to 94
Base Prospectus dated 31 May 2018	Pages 47 to 84
Base Prospectus dated 8 September 2017	Pages 41 to 79
Base Prospectus dated 1 June 2016	Pages 38 to 75
Base Prospectus dated 8 June 2015	Pages 37 to 74
Base Prospectus dated 10 June 2014	Pages 40 to 75
Base Prospectus dated 3 June 2013	Pages 43 to 80

## MODIFICATION TO THE DESCRIPTION OF THE ISSUER SECTION

The section “**Description of the Issuer**” on pages 99 to 114 of the English version of the Base Prospectus is subject to the following modifications:

- The last paragraph of the sub-section entitled “**Auditing CADES’ management operations**” on page 112 of the English version of the Base Prospectus is hereby deleted in its entirety and replaced by the following paragraph:

“In addition to this internal audit, a statutory auditor firm reports semi-annually to the board of directors to express an opinion on the financial statements. Grant Thornton, appointed on 13 July 2022 for a period of 6 years, acts as auditor of CADES.”

- The paragraph “**Recent Developments**” on page 114 of the English version of the Base Prospectus is hereby deleted in its entirety and replaced by the following:

“Since 1 January 2022, CADES has issued the following debt instruments:

- On 19 January 2022, CADES issued bonds with maturity 19 January 2032 for an amount of EUR 6 billion;
- On 26 January 2022, CADES issued bonds with maturity 26 January 2032 for an amount of USD 3 billion;
- On 2 February 2022, CADES issued bonds with maturity 2 February 2032 for an amount of SEK 5 billion;
- On 16 February 2022, CADES issued bonds with maturity 25 November 2029 for an amount of EUR 2 billion;
- On 3 May 2022, CADES issued bonds with maturity 25 May 2032 for an amount of EUR 5 billion;
- On 17 May 2022, CADES issued bonds with maturity 17 May 2025 for an amount of USD 3.5 billion;
- On 11 July 2022, CADES tapped its existing EUR 0.6 per cent. 25 November 2029 for an amount of EUR 1.5 billion;
- On 31 August 2022, CADES issued a bond with maturity 25 November 2027 for an amount of EUR 3 billion;
- On 26 September 2022, CADES issued a bond with maturity 26 September 2025 for an amount of CNY 1 billion; and
- On 27 September 2022, CADES issued a bond with maturity 25 November 2032 for an amount of EUR 5 billion.”

## MODIFICATION TO THE GENERAL INFORMATION SECTION

The section “**General Information**” on pages 173 to 176 of the English version of the Base Prospectus is subject to the following modifications:

- Paragraph 4 entitled “**Trend Information and No Significant Change**” on page 173 of the English version of the Base Prospectus is hereby deleted in its entirety and replaced by the following:

### “4. Trend Information and No Significant Change

There has been no significant change in the financial position or financial performance of the Issuer since 30 June 2022, and no material adverse change in the prospects of the Issuer since 31 December 2021.”

- Paragraph 12 entitled “**Statutory Auditors**” on pages 174 and 175 of the English version of the Base Prospectus is hereby deleted in its entirety and replaced by the following:

### “12. Statutory Auditors

The Issuer’s public accountant is responsible for the preparation of its statutory accounts and financial statements. Such accounts and financial statements are also approved by the Minister of Economy, Finance and Industrial and Digital Sovereignty and the Minister of Health and Prevention and are controlled periodically by the French state audit office (*Cour des Comptes*), which has authority to accept or reject the accounts presented.

KPMG Audit of Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense, France and KPMG S.A. of Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta, CS 60055, 92066 Paris La Défense Cedex, France, have respectively reviewed and rendered a report on the 2020 Audited Annual Financial Statements and the 2021 Audited Annual Financial Statements. KPMG S.A. had been appointed as a statutory auditor firm in August 2016 for a period of 6 years. Grant Thornton, 29 rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine, France, have conducted a limited review and rendered a report on the 2022 Half Year Financial Statements. Grant Thornton is appointed as a statutory auditor firm since 13 July 2022 for a period of 6 years. KPMG Audit, KPMG S.A. and Grant Thornton are members of the *Compagnie régionale des commissaires aux comptes of Versailles*.”

- A paragraph 19 entitled “**2022 Half Year Financial Statements**” on page 176 of the English version of the Base Prospectus will be added as follows:

### “19. 2022 Half Year Financial Statements

The auditor’s review report with respect to the semi-annual financial statements as of 30 June 2022 contains a qualification set out on the second page preceding the page 1 of the 2022 Half Year Financial Statements.”

## PERSONS RESPONSIBLE FOR THE SUPPLEMENT

### Responsibility for this Supplement

#### In the name of the Issuer

The Issuer hereby declares that, to the best of its knowledge, the information contained or incorporated by reference in this Supplement is in accordance with the facts and that this Supplement makes no omission likely to affect its import.

#### Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale represented by the Agence France Trésor

139 rue de Bercy  
75012 Paris  
France

*Directrice générale adjointe*

Julika COURTADE-GROSS

#### Statement of the individual assuming responsibility for the information contained in the Supplement

The 2022 Half Year Financial Statements incorporated by reference in the Supplement have been the subject of a limited review by the statutory auditors, and contain a qualification mentioned below:

“Paragraphs 4.1 to 4.3 of the notes of the half-yearly financial statements provide the methods of the accounting treatment of the social security debt repayment contribution (CRDS) and the social security contribution (CSG).

CRDS and CSG revenues are based on the notifications sent to CADES by the Central Agency of Social Security Bodies (ACOSS) and the General Directorate of Public Finance (DGFIP) which are responsible for the collecting of such amounts. The competence of CADES regarding revenue is limited to a formal accounting verification of the documents produced by the collecting agencies.

Due to the rejection to approve the 2021 ACCOSS’ accounts issued by the “French Court of Auditors” in May 2022 relating to the recovery activity, we are not in a position to pronounce on the amount of income, receivables and on the depreciations on these receivables recorded for the CRDS and CSG incomes in June 2022.”

In Paris, on 20 October 2022



This Supplement to the Base Prospectus has been approved on 20 October 2022 by the AMF, in its capacity as competent authority under Regulation (EU) 2017/1129.

The AMF has approved this Supplement after having verified that the information it contains is complete, coherent and comprehensible within the meaning of Regulation (EU) 2017/1129.

This approval is not a favourable opinion on the Issuer described in this Supplement.

This Supplement to the Base Prospectus obtained the following approval number: 22-419.